

Service public de l'archéologie : le passé est-il sans avenir ?

Parce que la moitié des personnels de l'Inrap va partir à la retraite d'ici une dizaine d'années et qu'aucune politique ambitieuse de remplacement n'est envisagée c'est, à terme, la discipline toute entière et le patrimoine qui sont en voie d'extinction ainsi que la mémoire collective menacée d'un effacement définitif.

Un dispositif unique d'archéologie préventive au service des citoyens

Au début des années 2000 la France s'est dotée d'un outil, unique au monde, de conservation de son patrimoine archéologique. L'Inrap, opérateur public de recherches archéologiques préventives, a largement contribué à bouleverser la connaissance des sociétés du passé.

Plus de 2000 agents travaillent au sein de cet établissement sous la tutelle des ministères de la Recherche et de la Culture.

Les Français témoignent d'un attachement fort pour le patrimoine sous toutes ses formes et chaque année, près de 200 000 personnes (chiffres 2018) participent aux Journées Nationales de l'Archéologie organisées par l'Inrap pour le compte du Ministère de la Culture.

Quel avenir pour le Service public de l'archéologie ?

Mais cette année, les JNA sont aussi l'occasion pour les archéologues de l'Inrap de dire leur désarroi et leurs inquiétudes. Ils constatent une dégradation générale de leurs conditions de travail et des moyens mis à leur disposition pour réaliser leurs missions. La mise en concurrence des opérations d'archéologie préventive et l'ouverture au secteur privé a largement contribué à faire chuter le prix des opérations de fouille archéologiques et les capacités opérationnelles du service public : aujourd'hui les sous-effectifs sur les chantiers et dans les services, la faiblesse des moyens matériels, les surcharges de travail qui en découlent compromettent la réalisation et la qualité des missions de service public, quand ce n'est pas la santé des personnels. Les archéologues de terrain sont exposés à une multiplicité de risques, et à différentes formes de pénibilité. L'absence de renouvellement du personnel risque de condamner l'archéologie préventive de service public. Faute de se donner les moyens permettant d'anticiper le choc démographique à venir la France qui s'était doté d'un dispositif unique en Europe en matière d'archéologie préventive s'apprête à liquider son patrimoine.

Si la mémoire collective s'efface quelle sera notre capacité à inventer l'avenir ?

L'Inrap en quelques chiffres (2017) :

- 1865 opérations de diagnostic terrestre et subaquatique
- 212 opérations de fouille
- 470 publications scientifiques
- 52 expositions attirant plus de 850 000 visiteurs
- 159 conférences
- 222 visites de chantier
- âge moyen des personnels : 48 ans
- 30 à 50 départs naturels chaque année (démissions, licenciements, retraite, décès...)
- près de la moitié des effectifs en place liquideront leur retraite entre 2024 et 2032
- 102 maladies professionnelles reconnues essentiellement au titre des Troubles Musculo Squelettiques

Intersyndicale du service public de l'archéologie CGT-Culture, SNAC-FSU, Sud-Culture Solidaires, CNT-CCS
Dijon, le 14 juin 2019